

Jugement COR.FD3 N°170 du 06 Septembre 2007

Jugement COR.FD3 N°170 du 06 Septembre 2007
LE MINISTÈRE PUBLIC C. BONOU Cosme
TRIBUNAL DE PREMIERE INSTANCE DE COTONOU
AUDIENCE PUBLIQUE DU SIX SEPTEMBRE DEUX MILLE SEPTN°170/3FD DU JUGEMENT
N°5046/RP-07 DU PARQUET

LE MINISTÈRE PUBLIC C. BONOU Cosme

NATURE DU DELIT: Emission de chèque sans provision

CONDAMNATION: Voir dispositif

A l'audience publique du Tribunal de Première Instance, séant à Cotonou en date du six septembre deux mille sept, tenue pour les affaires pénales de flagrant délit, par Monsieur Jacques HOUNSOU, Juge - Président, en présence de Madame Eliane TOHOZIN, Substitut du Procureur de la République et de Maître Monique AGBOTON-HAZOUME, Greffier, a été rendu le jugement ci-après :

Entre le procureur de la République demandeur suivant procès-verbal interrogatoire de flagrant délit en date au Parquet du neuf octobre deux mille six ;

Et la victime : KOUMAGNON Yédénou, commerçant domicilié chez lui même à Porto-Novo quartier DOWA Vodounhonto, assisté de Me YEDE Avocat à la Cour ;

D'UNE PART ; Et le nommé BONOU Zinsou Cosme, fils de BONOU Honoré et de DOSSOU Estelle, né 1960 à Dangbo, de nationalité Béninoise, commerçant, domicilié à Agbodjèdo Akpakpa, jamais condamné, jamais militaire ;

D'AUTRE PART ; Détenu mandat de dépôt du 09 octobre 2006 ;

Prévenu ; Emission de chèque sans provision ;

Comparant à l'audience en personne ;

Le prévenu interpellé conformément aux prescriptions de l'article 357 du Code de procédure pénale a déclaré vouloir être jugé séance tenante. Et l'affaire a été retenue ;

A l'appel de la cause, le procureur de la République a exposé qu'il avait fait comparaître le prévenu susnommé par devant le Tribunal, à l'audience de ce jour six septembre deux mille sept pour se défendre en raison de la prévention ci-dessus indiquée ;

Puis le Greffier a fait lecture du procès-verbal dressé à la charge dudit prévenu ;

Ensuite, le prévenu a été interrogé ;

Le Greffier a tenu note des réponses du prévenu et des déclarations de la partie civile ;

Le Ministère Public a résumé l'affaire et requis contre le prévenu l'application de la loi ;

Puis, le Tribunal, après en avoir délibéré conformément à la loi, a statué en ces termes : LE TRIBUNAL

Attendu qu'il résulte du dossier et des débats, preuves et charges suffisantes contre le nommé BONOU Cosme, d'avoir à Cotonou Commune dudit, courant année 2005, en tout cas depuis temps non couvert par la prescription et sur le territoire national, étant titulaire ou mandataire du compte n°012601640017 en connaissance.

Attendu que ces faits constituent le délit prévu et puni par les articles 379 et 401 du Code Pénal ;

Attendu qu'il existe en la cause des circonstances atténuantes permettant au Tribunal de faire bénéficier au prévenu des dispositions bienveillantes de l'article 463 du Code Pénal ;

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement, contradictoirement en matière pénale et en premier ressort ;

Retient le nommé Toussaint GBEGNONSE dans les liens de la prévention de vol ;

Le condamne à trois (03) mois d'emprisonnement ferme ;

Le condamne en outre aux frais ;

Ordonne la restitution à la Société Béninoise d'Energie Electrique (SBEE) de l'appareil transformateur placé sous scellé n°148/GTC du 19 avril 2007.

Fixe la durée de la contrainte par corps à 05 jours pour les frais.

Délai d'Appel : 15 jours

DETAILS DES FRAIS Timbre et enregistrement du procès verbal

Coût de citation à témoin

Coût de citation à prévenu

Registre Bt 600 cic	10
---------------------	----

Bordereau	03
-----------	----

Mention au report	05
-------------------	----

Taxe de témoins	
-----------------	--

Bulletins N° 1 et 2	24
---------------------	----

Duplicata du bulletin (1)	08
---------------------------	----

Extrait Trésor.1	40
------------------	----

Extrait prison	
----------------	--

Timbre de la minute du jugement	700
---------------------------------	-----

Enregistrement	
----------------	--

Droit de poste (1)	135
--------------------	-----

Total.	925
--------	-----

Approuvé :Mat... Ray... Nul...
En foi de quoi la minute du présent jugement a été signée par le Président et le Greffier audience les jours,

mois, an que dessus.